



SÉCURITÉ



Attaques djihadistes dans le nord du Togo

La Kompienga, base arrière du JNIM à la frontière

Le Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM), groupe terroriste affilié à Al-Qaïda, est le principal groupe à l'origine des attaques djihadistes dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest dont le Togo. Dans les Savanes, région frontalière avec le Burkina Faso, une soixantaine ...

PAGE 9

PRODUITS FNFI



Echos des bénéficiaires

Couture et autonomisation: l'inspirante histoire de Maneh N'gbayor M'moidain à Guérin-Kouka

Partout en Afrique, que ce soit dans les quartiers urbains ou dans les zones rurales, la couture transcende les simples points et coutures pour devenir un moyen permettant aux femmes et aux hommes de s'autonomiser. C'est dans ce paysage riche en couleurs et en traditions que réside l'histoire inspirante de Maneh ...

PAGE 2

CULTURE

Togo

Ayiza, Odon-Itso et Dunenyo Zã 2025, symboles vivants d'un patrimoine culturel en fête

PAGE 11

Désobéissance civique

L'appel à un « Togo mort » fait flop

Promettant un « Togo mort », Togo Debout et ses alliés espéraient des marchés déserts, des rues muettes, une capitale en veille funèbre. Mais ce samedi 16 août, c'est une autre réalité qui s'est imposée. Lomé grouillait de vie, les taxis klaxonnaient ...



PAGE 9



Faure Gnassingbé au Japon

La voix du Togo à la TICAD 9

La Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD9), s'ouvre aujourd'hui à Yokohama au Japon. Arrivé, ce 19 août en terre nippone, le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, prend part aux travaux aux côtés de ses pairs africains. Le thème de cette neuvième édition est : « Co-crée des solutions innovantes avec l'Afrique ».

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Éducation : 4435 enseignants provisoirement recrutés

Le ministère en charge de la Fonction publique a rendu public, le lundi 18 août, les résultats provisoires du concours national de recrutement d'enseignants, organisé en décembre 2024.

Ils sont 4435 candidats déclarés admis. Dans le détail, "772 enseignants sont du préscolaire, 1629 du primaire, 1104 du premier cycle du secondaire, 455 du second cycle et 475 de l'Enseignement technique".

Mais l'admission ne marque pas encore la fin du parcours. Le ministère précise que tous devront suivre "une formation obligatoire d'approfondissement de leurs connaissances académiques dans leurs spécialités choisies et de renforcement de leurs aptitudes professionnelles et pédagogiques.

Les résultats sont consultables en ligne, mais aussi au siège du ministère ainsi que dans les directions régionales de l'Éducation ou du Travail, dans les différents chefs-lieux des régions.

Ce recrutement s'inscrit dans la volonté du gouvernement de consolider l'effectif du corps enseignant et de bâtir un système éducatif plus solide.

PAGE 3

Autorité du bassin du Mono

Mila Aziabile : « J'accepte avec humilité et détermination »

Le Togo assure désormais la présidence tournante du Conseil des ministres de l'Autorité du bassin du Mono (ABM). À l'issue de la 7ème session ordinaire de l'organisation tenue en ligne le lundi 18 août 2025, la ministre togolaise de l'Eau ...



PAGE 3

| | | | | |
|---|-----------------|--|--|---|
|  | SOMMAIRE | <p>Sécurisation foncière Le Togo innove pour relever les défis</p>  <p>P 6&7</p> | <p>Semaine africaine du climat Addis-Abeba va accueillir un dialogue pour l'ambition et la mise en œuvre</p>  <p>P 10</p> | <p>Togo Ayiza, Odon-Itso et Dunenyo Zã 2025, symboles vivants d'un patrimoine culturel en fête</p>  <p>P 11</p> |
|---|-----------------|--|--|---|

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Couture et autonomisation : l'inspirante histoire de Maneh N'gbayor M'moidain à Guérin-Kouka

Partout en Afrique, que ce soit dans les quartiers urbains ou dans les zones rurales, la couture transcende les simples points et coutures pour devenir un moyen permettant aux femmes et aux hommes de s'autonomiser. C'est dans ce paysage riche en couleurs et en traditions que réside l'histoire inspirante de Maneh N'gbayor M'moidain, une couturière passionnée à Guérin-Kouka au Togo. Son parcours, jalonné de défis de résilience, témoigne de l'importance de la couture pour les communautés en Afrique et de l'impact transformateur des produits de la FNFI.

Détermination et formation
Maneh N'gbayor M'moidain a ouvert son propre atelier de couture il y a à peine 3 ans, mais son parcours vers l'autonomisation a commencé bien avant. Ayant grandi dans une famille où, à l'époque, l'éducation des filles était limitée, elle a dû faire preuve d'une détermination sans faille pour poursuivre sa passion. "La couture a toujours été ma passion depuis que je suis toute petite", confie-t-elle. "Même si je n'ai pas eu la chance d'aller à l'école, je me suis inscrite très tôt auprès d'une maîtresse couturière pour apprendre l'art de la couture."

Sa détermination l'a conduite à commencer sa formation en couture dès 2005 dans le canton d'Adjengré, un canton de la préfecture de Sotouboua. Malgré les difficultés rencontrées en chemin, Maneh a persévéré et a continué à parfaire ses

compétences. En 2008, elle a déménagé à Guérin-Kouka, où elle a trouvé un terrain fertile pour développer son talent. "La couture n'est pas seulement un métier pour moi, c'est ma façon de contribuer à ma communauté et de réaliser mes rêves", explique-t-elle.

Surmonter les obstacles financiers avec l'accompagnement du FNFI

Cependant, comme de nombreux artisans en Afrique, Maneh a été confrontée à des obstacles financiers qui entravaient sa croissance professionnelle. C'est là qu'intervient le rôle déterminant des produits du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI). En 2017, Maneh est devenue bénéficiaire du FNFI, un moment décisif dans sa vie professionnelle. "Recevoir l'accompagnement du FNFI a été comme un rayon de soleil après une tempête", dit-elle avec émotion dans

sa langue maternelle. "Cela m'a donné les moyens de concrétiser mes aspirations entrepreneuriales."

Grâce au produit AJSEF (Accès des Jeunes aux Services Financiers), qu'elle a obtenu à deux

mois." a permis d'investir dans des outils de travail tels que des fils et autres et d'élargir sa clientèle.

Réalisation de Son Rêve

Cependant, pour Maneh, le véritable succès ne

mois."

Conclusion

L'histoire de Maneh N'gbayor M'moidain illustre parfaitement l'importance de la couture pour les communautés en Afrique et l'impact positif des produits



Maneh N'gbayor M'moidain et ses apprentis

reprises, Maneh a reçu deux financements vitaux de 300 000 FCFA, qui ont été un catalyseur pour son entreprise. "Avec le produit AJSEF, j'ai pu acheter quatre nouvelles machines à coudre, ce qui a considérablement augmenté ma capacité de production", raconte-t-elle avec fierté. Et ce n'est pas tout. Cet apport financier lui

réside pas seulement dans les chiffres, mais dans le fait d'être maintenant la propriétaire de son propre atelier, construit sur ses propres fonds. "Avoir mon propre espace de travail est un rêve devenu réalité depuis un an", dit-elle avec un large sourire. "Je ne suis plus une locataire. Aucun propriétaire ne vient plus se présenter chaque fin du

de la FNFI. Sa détermination, associée à l'opportunité offerte par le FNFI, a non seulement transformé sa vie, mais a également inspiré de nombreux autres artisans à poursuivre leurs rêves avec audace et détermination selon ses dires. En fin de compte, c'est une histoire de résilience, de passion et de possibilités infinies.

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Edy Alley

Responsable web :
Carlos Amevor

Comité de rédaction :
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari

Responsable administrative, financière
et commerciale :
AMAH Essognim

Graphiste :
Eros Dagoudi

Imprimerie : Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Faure Gnassingbé au Japon

La voix du Togo à la TICAD 9

La Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD9), s'ouvre aujourd'hui à Yokohama au Japon. Arrivée, ce 19 août en terre nipponne, le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé prend part aux travaux aux côtés de ses pairs africains. Le thème de cette neuvième édition est : « Co-crée des solutions innovantes avec l'Afrique ».

plateforme stratégique de discussion entre le Japon, les pays africains et les partenaires en développement dans les domaines économique, social, de la paix et de la stabilité.

Le président du Conseil aura, pour la circonstance, des échanges approfondis avec plusieurs personnalités



Faure Gnassingbé s'envole pour un voyage (image d'archives)

Cette rencontre de haut niveau est organisée à l'initiative du gouvernement japonais conjointement avec les Nations unies, notamment, le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), le groupe de la Banque mondiale et la Commission de l'Union africaine pour mener des réflexions autour des thématiques transversales telles que « le développement durable piloté par le secteur privé », « les jeunes et les femmes », « l'intégration régionale » et « le renforcement de la connectivité à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique ».

officielles japonaises sur des sujets d'intérêt commun, des opérateurs économiques et bien d'autres acteurs sur les opportunités d'investissement et les atouts qu'offre le Togo dans divers secteurs en lien avec les priorités du gouvernement.

Le Togo entretient avec le Japon d'excellentes relations d'amitié et de coopération à travers la mise en œuvre de la politique des grands travaux d'infrastructures, d'élaboration de la cartographie numérique, de souveraineté alimentaire et de lutte contre la pauvreté.

Edem Dadzie

Autorité du bassin du Mono

Mila Aziable : « J'accepte avec humilité et détermination »

Le Togo assure désormais la présidence tournante du Conseil des ministres de l'Autorité du bassin du Mono (ABM).

À l'issue de la 7ème session ordinaire de l'organisation tenue en ligne le lundi 18 août 2025, la ministre togolaise de l'Eau et de l'Assainissement, Mila Mawunyo Aziable, a officiellement pris la présidence du Conseil des ministres. Le Bénin, représenté par le ministre de l'Énergie, de l'Eau et des Mines, José Didier Tonato, lui a officiellement passé le témoin.

Cette session, qui s'inscrit dans le cadre du mécanisme de gouvernance partagée de l'ABM, a été marquée par un bilan de la mise en œuvre des principales résolutions issues de la 6ème session ordinaire tenue le 26 janvier 2024 à Lomé, en République togolaise. Elle a permis de faire le point sur les actions engagées pour une gestion durable et concertée des ressources en eau du bassin du Mono.

Dans son discours de passation des charges, le ministre José Didier Tonato a salué l'engagement commun en faveur de la coopération transfrontalière et exprimé son soutien continu à l'ABM. « Vous pouvez compter sur ma disponibilité totale pour aider l'ABM à devenir l'autorité de qualité que nous

souhaitons », a-t-il assuré à sa successeuse.

Prenant la parole en tant que nouvelle présidente du Conseil des ministres, Mila Mawunyo Aziable a exprimé sa gratitude aux plus hautes autorités des deux pays : « J'adresse ma reconnaissance au président de la République du Bénin, Son Excellence monsieur Patrice Talon, et au président du Conseil du Togo, Son

détermination la présidence du Conseil des ministres de l'ABM. Je travaillerai avec chacun de vous pour renforcer notre gouvernance, mobiliser les ressources nécessaires et concrétiser cette vision commune : faire de cette institution une référence sous régionale ».

Créée en décembre 2014, l'Autorité du bassin du Mono est l'organe de coordination et de coopération bilatérale



Mila Aziable

Excellence monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, pour leur vision partagée au service du développement du bassin du Mono ».

Affichant sa détermination, elle a affirmé : « J'accepte avec humilité et

entre le Togo et le Bénin. Elle œuvre à la gestion intégrée et durable des ressources en eau du bassin du Mono, tout en favorisant une intégration socio-économique bénéfique aux populations des deux pays.

TM

FACT/Kfw

Renforcer la cohésion sociale et consolider la gouvernance

Le programme d'appui au financement des communes (PAFC), initié pour le compte des communes des régions des Plateaux, Centrale et de la Kara, soutenu techniquement et financièrement par la banque allemande la KfW, a été officiellement lancé le jeudi 14 août 2025 à Lomé par le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie coutumière, le colonel Hodabalo Awaté.

Prévue en sa première phase pour une durée de 4 ans, ce programme bénéficie d'un don d'une valeur de 20 millions d'euros, 13 milliards de francs CFA, suite à un contrat d'aide signé depuis le 08 décembre 2022 entre la République fédérale d'Allemagne et la République togolaise.

Une deuxième phase portant sur un montant de 12 millions d'euros, soit 7.800.000.000 de francs CFA permettra d'élargir le soutien de la coopération allemande à l'ensemble des 117 communes du Togo. Dans sa mise en œuvre, le programme consiste à financer les projets d'impact socio-économique

dans les communes, suivant des critères d'éligibilité bien définis, à travers le mécanisme du Secrétariat technique de la Commission de gestion du Fonds d'appui aux collectivités territoriales (ST-CG-FACT).

L'objectif est de renforcer la solidité du FACT et préparer sa montée en puissance dans les années à venir, afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations par la délivrance des services sociaux de base dans les collectivités des régions concernées.

L'événement a été marqué par un exposé présentant à l'assistance le programme dans toute sa composante : le principal objectif et les composantes du programme PAFC, les acteurs de mise en œuvre, le rôle et les responsabilités des différentes structures, le concept de la maîtrise d'ouvrage assistée ainsi que les activités réalisées,

en cours et à venir. La présentation a été faite par le secrétaire technique de la CG-FACT, Dr Siangou Koumtchane, coordonnateur national du programme PAFC. A l'occasion, le ministre Hodabalo Awaté a rendu un vibrant hommage à Faure Essozimna Gnassingbé, président du Conseil, « pour sa politique de paix et pour l'excellence des relations entre le Togo et la diversité de ses partenaires techniques et financiers ; ce qui a permis une fois encore, la signature d'un contrat d'aide financière qui vient en appui aux efforts de l'Etat togolais en matière de décentralisation ».

Pour le ministre, « la mise en place prochaine des nouveaux exécutifs communaux, constituera donc un tournant décisif dans la mise en œuvre du programme d'appui au financement des communes (PAFC), d'autant plus que des ateliers

régionaux de sensibilisation, d'information et d'habilitation de ces nouveaux acteurs décentralisés sur les procédures du programme sont prévus avant le lancement des premiers appels à projets ».

Il a réitéré ses remerciements à tous les partenaires techniques et financiers, en particulier à la coopération allemande. Au nom de l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Togo, le premier conseiller et chef de coopération à l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne, Johannes Klotz, s'est réjoui que « la politique de décentralisation reste une priorité dans la nouvelle cinquième République ».

Après avoir souligné que « la décentralisation est un levier essentiel pour améliorer la gouvernance, renforcer la participation citoyenne et garantir une meilleure proximité entre

l'administration et les populations », le diplomate Johannes Klotz a rassuré les autorités togolaises de la disponibilité de la coopération allemande pour renforcer la décentralisation au Togo et faire du mécanisme FACT un outil efficace au service d'un développement local durable et centré sur les citoyens.

Le directeur-résident au Togo de la banque allemande, Johannes Kinzinger, a au nom de son institution relevé que, « le Fonds d'appui aux collectivités territoriales (FACT) est perçu par la KfW comme un levier stratégique pour promouvoir le développement local, renforcer la cohésion sociale et consolider la gouvernance ». Johannes Kinzinger réaffirme la disponibilité de la KfW à accompagner le gouvernement togolais dans l'atteinte des objectifs fixés pour le FACT.

La rédaction

Mali/Putsch manqué**Diplomate français arrêté : Paris exige sa libération immédiate**

La junte malienne multiplie les arrestations, accusant des « États étrangers » de déstabilisation. Paris réclame la libération immédiate de son ressortissant, présenté comme un diplomate.

La tension diplomatique entre Bamako et Paris s'est accentuée après l'annonce, jeudi 14 août, de l'arrestation d'un ressortissant français par la junte malienne. Accusé de travailler « pour le compte des services de renseignement français », l'homme a été présenté par les autorités maliennes comme impliqué dans une tentative de déstabilisation orchestrée avec l'appui « d'États étrangers ».

Le ministère français des Affaires étrangères a rapidement réagi, dénonçant des « accusations sans fondement » et exigeant la libération « sans délai » de ce membre de l'ambassade de France à Bamako, protégé par la convention de Vienne sur les relations diplomatiques. « Un dialogue est en cours avec les autorités maliennes afin de dissiper tout malentendu », a précisé le Quai d'Orsay, appelant ses ressortissants au Mali à la prudence.

Dans le même communiqué, la junte a annoncé l'interpellation d'un « groupuscule d'éléments marginaux des forces armées et de sécurité », soupçonné de complot contre les institutions. Selon des sources sécuritaires, au moins



Emmanuel Macron

55 militaires ont été arrêtés, dont deux généraux de renom, Abass Dembélé et Nema Sagara. Ces arrestations, concentrées au sein de la garde nationale, concernent également des officiers réputés proches du ministre de la Défense, le général Sadio Camara, figure influente de la junte.

Parallèlement, l'ancien Premier ministre Choguel Kokalla Maïga a été placé en garde à vue, deux jours avant ces annonces, dans le cadre d'une enquête sur sa gestion à la primature. Bien qu'aucun lien n'ait été établi entre les deux affaires, son arrestation souligne l'ampleur des purges politiques en cours. Depuis son double putsch de 2020 et 2021, la junte d'Assimi Goïta s'est progressivement éloignée de ses partenaires

occidentaux, notamment la France, pour renforcer ses alliances politiques et militaires avec la Russie. Mais ce tournant souverainiste se déroule dans un contexte de crise multidimensionnelle : insécurité persistante face aux groupes djihadistes affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique, tensions internes au sein de l'armée et graves difficultés économiques.

Alors que Paris dénonce un acte « arbitraire » et réclame la libération immédiate de son ressortissant, Bamako persiste dans son discours de défiance vis-à-vis de l'Occident. Une nouvelle escalade diplomatique semble inévitable, accentuant l'isolement du Mali sur la scène internationale.

T.M.

Côte d'Ivoire/Présidentielle 2025**Gbagbo : « Je suis candidat contre le 4e mandat de Ouattara »**

L'ancien chef de l'État ivoirien, Laurent Gbagbo, candidat à la présidentielle du 25 octobre bien qu'inéligible, a appelé, samedi 16 août à Abidjan, ses partisans à s'opposer à un quatrième mandat du président sortant Alassane Ouattara.

Le climat politique est tendu en Côte d'Ivoire à un peu plus de deux mois de l'élection présidentielle : des leaders d'opposition sont inéligibles et des militants d'opposition ont été arrêtés ces dernières semaines.

« Je voudrais que vous tous qui êtes là, vous alliez lui dire qu'il ne fera pas ce quatrième mandat. Il faut être clair et net, il n'y aura pas de quatrième mandat. Notre détermination est sans faille », a lancé Laurent Gbagbo, lors d'un meeting, samedi 17 août, durant un discours d'une quarantaine de minutes principalement axé sur ce thème.

« Je suis candidat contre le quatrième mandat », a ajouté celui qui a gouverné la Côte d'Ivoire de 2000 à 2011, appelant ses militants à des marches. Le président du Parti des peuples africains - Côte d'Ivoire (PPA-CI), 80 ans, s'exprimait devant des milliers de militants qui avaient rempli la place Figcayo de la commune abidjanaise de Yopougon, l'un de ses bastions historiques.

Samedi dernier, des milliers de militants des deux principales formations d'opposition,

le PPA-CI et le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), avaient manifesté dans le calme dans les rues de Yopougon, notamment contre ce quatrième mandat.

Samedi, Laurent Gbagbo a également demandé « la libération » des militants d'opposition emprisonnés ces dernières semaines. Onze membres de son parti, dont un ancien ministre, ont été inculpés en début de semaine pour « acte terroriste », après des incidents début août à Yopougon.

Outre Laurent Gbagbo, son ancien bras droit Charles



Laurent Gbagbo

Blé Goudé et l'ex-Premier ministre en exil Guillaume Soro sont aussi radiés des listes électorales en raison de condamnations judiciaires. Tidjane Thiam, le président du PDCI, est pour sa part inéligible pour des questions de nationalité.

T.M. et Jeune Afrique

Gabon/Politique**Oligui Nguema amnistie les putschistes et scelle la fin de l'ère Bongo**

Le président gabonais Brice Clotaire Oligui Nguema vient de franchir une nouvelle étape dans sa volonté affichée de « tourner la page ». Réuni le 12 août, le Conseil des ministres a adopté une ordonnance d'amnistie en faveur des militaires impliqués dans les coups d'État de 2019 et de 2023, une mesure présentée comme un geste de réconciliation nationale, mais qui s'inscrit surtout dans une stratégie politique de consolidation du pouvoir.

Cette décision ouvre la voie à la libération de figures emblématiques comme l'ex-lieutenant Kelly Ondo Obiang, qui avait mené la tentative de putsch avortée du 7 janvier 2019 contre Ali Bongo Ondimba. Condamné à 15 ans de prison, il pourrait être non seulement libéré, mais également réintégré dans l'armée, tout comme plusieurs de ses compagnons d'armes.



Oligui Nguema

«Contribuer à l'apaisement », souligne le communiqué officiel, en gommant ainsi les fractures d'une décennie agitée par les soubresauts militaires.

En amnistiant à la fois ses compagnons du Comité pour la transition et la restauration

des institutions (CTRI), auteurs du renversement d'Ali Bongo en août 2023, et ses anciens adversaires de 2019, Oligui Nguema met en scène une rupture définitive avec l'ancien régime. L'amnistie n'est pas seulement un outil juridique : elle devient un instrument symbolique pour

refermer le chapitre Bongo, marginaliser toute velléité de revanche politique et renforcer l'image d'un pouvoir sûr de lui.

Cette stratégie d'apaisement a également une portée pragmatique. Elle vise à stabiliser l'appareil sécuritaire, en intégrant les anciens contestataires dans le giron militaire, et à désamorcer les rancunes internes susceptibles de fragiliser la transition. Dans un pays marqué par la personnalisation du pouvoir et les fidélités changeantes au sein des forces armées, ce geste revêt la valeur d'un pacte silencieux : celui d'unité autour du nouveau chef.

Fort de son élection triomphale du 3 mars, remportée avec plus de 90 % des suffrages, Oligui Nguema

profite d'un état de grâce rare en Afrique centrale. Il a su capitaliser sur le rejet du clan Bongo et transformer son putsch en victoire politique, en s'appuyant sur le Rassemblement des bâtisseurs et son nouveau parti, l'Union démocratique des bâtisseurs (UDB).

Face à lui, Ali Bongo, affaibli mais toujours combatif, tente de trouver un écho judiciaire en France, où il dénonce une « séquestration arbitraire » de sa famille. Mais au Gabon, les regards se tournent vers l'avenir. En décrétant l'amnistie, Oligui Nguema ne ferme pas seulement un dossier judiciaire : il verrouille un peu plus le récit officiel de la transition, celui d'un pays qui se défait, pas à pas, de son ancien maître.

T.M.

Togo

Les exportations bondissent, mais le déficit commercial s'accroît

Le commerce extérieur togolais continue de surprendre par ses contrastes. D'un côté, les exportations s'affichent en nette progression. De l'autre, les importations pèsent lourdement sur la balance, creusant davantage le déficit commercial du pays.

Selon le Bulletin trimestriel des statistiques du commerce international des marchandises, produit par l'Inseed, « au premier trimestre 2025, les exportations du Togo s'élevaient à 259, 2898 milliards de FCFA et à 1 214 565,3 tonnes en quantité. » Un résultat jugé remarquable, car en un an, les exportations ont bondi de 17,2 % en valeur et de 47,9 % en volume.

Mais ce dynamisme reste insuffisant pour inverser la tendance globale. Les importations, bien qu'en légère baisse en valeur, atteignent encore « 444, 684 milliards de FCFA et 1 250 626,4 tonnes en quantité. » Le résultat est un déficit commercial de 185, 3941 milliards de FCFA, en hausse de 26,3 % sur un an. L'analyse par rapport au trimestre précédent confirme cette fragilité. Les exportations progressent de 26,2 % en valeur et de

81,8 % en volume, mais les importations ne reculent que de 9,2 % en valeur tout en augmentant de 5,4 % en quantité. Ainsi, le déficit s'est creusé de 34,8 % par rapport à la fin de 2024.

Les phosphates, toujours roi des exportations

Le visage des exportations togolaises demeure dominé par un produit-phare : les phosphates. « Les phosphates naturels de calcium, phosphates alumin-



Noix de palme et huile

calciques naturels et craies phosphatées constituent le premier produit fourni à l'extérieur au premier trimestre 2025 », avec 56, 2921 milliards de FCFA pour un volume de 547 959 tonnes. Ce

seul produit représente 21,7 % des ventes à l'étranger.

Viennent ensuite le cacao brut ou torréfié (21, 7767 milliards), le clinker (15, 5533 milliards), les tourteaux de soja (13, 9443 milliards) et, fait marquant, certaines huiles raffinées de pétrole (12, 7572 milliards). Cette diversité illustre une économie exportatrice à la fois agricole, minière et industrielle.

L'énergie, talon d'Achille des importations

À l'inverse, l'essentiel des importations est dominé par l'énergie. En tête, les « huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux » absorbent à elles seules 89, 9334 milliards de FCFA, soit 17,6 % de

l'ensemble. Viennent ensuite les véhicules automobiles (19, 8513 milliards), les médicaments (17, 9642 milliards), l'huile de palme raffinée (16, 1428 milliards) et les motocycles (10, 8176 milliards).

Ces chiffres révèlent un double paradoxe : d'un côté, le Togo exporte certains dérivés pétroliers, de l'autre, il dépend massivement des importations énergétiques pour couvrir ses besoins.

Une économie en quête d'équilibre

La vigueur des exportations confirme le dynamisme de filières stratégiques, notamment les phosphates et le cacao, qui demeurent des piliers historiques. Mais elle met aussi en lumière une dépendance structurelle aux importations de produits essentiels : carburants, médicaments, véhicules, denrées alimentaires transformées.

Ce déséquilibre structurel fragilise les comptes extérieurs. Car malgré la bonne santé de certaines filières, la facture énergétique

et logistique continue de tirer le déficit vers le bas.

Quels défis pour demain ?

Le constat appelle à des réformes profondes. D'abord, diversifier encore davantage l'offre exportable, en soutenant l'agro-industrie et la transformation locale. Ensuite, réduire la dépendance aux importations coûteuses, en renforçant la production nationale d'énergie et en encourageant la substitution de certains produits.

Enfin, une réflexion stratégique sur la compétitivité est incontournable. Car si les exportations progressent, elles restent encore trop concentrées sur quelques produits, exposant le pays aux aléas des cours mondiaux.

Notons que, le premier trimestre 2025 illustre à la fois la vitalité et la fragilité du commerce extérieur togolais. Vitalité, car les exportations affichent une croissance spectaculaire. Fragilité, car le déficit commercial s'enlise, comme le souligne le rapport de l'Inseed.

Edy Alley

Togo

Entre excédents régionaux et déficit global, le commerce extérieur cherche son équilibre

Le premier trimestre 2025 offre un panorama contrasté du commerce extérieur togolais. Entre un déficit global qui s'accroît et des échanges régionaux excédentaires, le pays navigue dans une dynamique faite à la fois de promesses et de fragilités.

trimestre », soit l'équivalent de 114, 8056 milliards de FCFA en valeur. La France et l'Inde complètent le podium avec respectivement 6,6 % et 6,1 %. Au total, les dix principaux fournisseurs du Togo comptent pour « 64 % des importations du trimestre ».



Port autonome de Lomé

L'Inde confirme son statut de premier client du Togo. Avec « une part de 21,3 % des exportations du trimestre », ce partenaire asiatique a importé pour 55, 1588 milliards de FCFA de marchandises, soit 454 816,4 tonnes. Derrière elle, le Burkina Faso se hisse à la deuxième place avec « 10,4 % » des parts, suivi de la Côte d'Ivoire, troisième avec « 9,1 % ». À eux seuls, les dix premiers clients du pays ont absorbé « 74,4 % des exportations en valeur du trimestre ».

À l'importation, c'est la Chine qui domine. Elle représente « 25,8 % des importations du

fournit respectivement 12,5 % et 4,9 % du total. Fait marquant, les exportations vers la Cédéao n'ont « presque pas varié (0,0 %) par rapport au premier trimestre 2024 ». En revanche, les importations en provenance de la région affichent une nette contraction : -3,7 % en un an, et -17,3 % par rapport au quatrième trimestre 2024.

Cédéao et Uemoa : des échanges excédentaires

La région reste un pilier solide des échanges. Vers la Cédéao, les exportations togolaises s'élevaient à 115, 4458 milliards de FCFA contre 55, 3638 millions en importations, dégageant un excédent de 60, 082 millions. L'espace Uemoa offre une performance encore plus nette : « un solde commercial excédentaire de 74, 3028 milliards de FCFA ». Ces échanges représentent « 44,5 % des exportations du trimestre » vers la Cédéao et « 37,1 % » vers l'Uemoa. Du côté des importations, la communauté régionale

Le déficit commercial se creuse

Malgré ces excédents régionaux, la balance globale reste préoccupante. Les exportations du Togo au premier trimestre 2025 atteignent 259, 2898 milliards de FCFA en valeur, contre 444, 684 milliards d'importations. Résultat : « un solde commercial déficitaire de 18, 53941 milliards de FCFA ». En glissement annuel, les exportations progressent de « 17,2 % en valeur et 47,9 % en quantité », preuve de la vitalité de certains secteurs. Mais les importations, bien qu'en baisse de 5,9 %, continuent de peser lourd. Le déficit s'aggrave ainsi de « 26,3 % » par rapport à l'an dernier. Plus inquiétant encore, il bondit de « 34,8 % » par rapport au troisième trimestre 2024.

Phosphates et cacao : le moteur des exportations

Les produits miniers et agricoles confirment leur rôle central. Les « phosphates naturels de calcium, phosphates aluminocalciques naturels et craies phosphatées » arrivent en tête avec 56, 2921 milliards de FCFA exportés, soit 21,7 % du total. Viennent ensuite le cacao (21, 7767 milliards), le clinker (15, 5533 milliards), les résidus de soja (13, 9443 milliards) et certaines huiles de pétrole (12, 7572 milliards). En résumé, le Togo demeure tributaire de ses richesses naturelles et agricoles, un profil d'exportateur peu diversifié mais solide dans ses domaines d'excellence.

Produits importés : le poids des hydrocarbures

À l'import, le tableau est dominé par les hydrocarbures. Les « huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux » constituent le premier produit avec 89 933,4 millions de FCFA, soit 17,6 % des importations. Suivent les « véhicules à moteur pour le transport des personnes » (19, 8513 milliards), les « médicaments présentés sous forme de doses » (17, 9642 milliards), l'huile de palme raffinée (16, 1428 milliards) et les motocyclettes (10, 8176

milliards). Ces postes reflètent les besoins structurels de l'économie togolaise : énergie, mobilité et santé, trois leviers essentiels mais coûteux.

Une économie entre vulnérabilité et potentiel

Le premier trimestre 2025 révèle donc une économie dynamique, mais déséquilibrée. Les exportations progressent, notamment grâce aux phosphates et au cacao, tandis que les importations se contractent légèrement. Pourtant, le déficit commercial continue de s'élargir, signe d'une dépendance persistante à l'étranger pour l'énergie et les biens manufacturés.

Le contraste est frappant : excédentaire avec ses voisins régionaux, le Togo reste déficitaire dans ses échanges globaux. Cette situation souligne l'urgence d'une stratégie plus ambitieuse de transformation locale, pour réduire la facture énergétique et accroître la valeur ajoutée nationale.

Car si les chiffres témoignent d'une vitalité exportatrice, ils rappellent aussi la fragilité d'une économie trop dépendante de quelques matières premières et des importations stratégiques.

Edy Alley

Sécurisation foncière

Le Togo innove pour relever les défis

La gestion du foncier au Togo se réinvente avec à la clé plusieurs innovations. Longtemps miné par des conflits et des pratiques peu formelles, le secteur s'assainit au jour le jour. Que ce soit au niveau de la célérité des services administratifs, du code foncier et des outils de contrôle et de sécurisation, rien n'est laissé pour compte.

Entement mais sûrement, l'accès à la propriété foncière se structure avec plusieurs réformes portées ces dernières années dans le secteur par les autorités.

Autrefois caractérisé par les multiples

pression foncière sans précédent. La croissance démographique, combinée à la forte demande en logements, engendre une compétition accrue pour l'accès à la terre. Or, pendant longtemps, cette terre urbaine a été au cœur de pratiques traditionnelles peu formalisées : ventes informelles, baux verbaux, absence de cadastre actualisé.

Le résultat est la multiplication des litiges, l'insécurité des investissements et la paralysie du développement urbain.

Faisant le diagnostic des litiges fonciers au Togo

le dysfonctionnement dans les juridictions, et l'inexécution des décisions de justice ».

À cela s'ajoutent l'absence d'un réel système d'information foncière, la vétusté du code foncier du pays, la juxtaposition du régime foncier coutumier et moderne, et surtout, l'absence d'une véritable organisation des institutions devant harmoniser le secteur des fonciers.

En milieu rural, la perte d'autorité des chefs traditionnels en ce qui concerne le règlement des litiges fonciers constitue également

s'est dès lors engagé dans des réformes structurelles qui ont permis d'enregistrer nombre d'avancées. Ces réformes et initiatives mises en œuvre par les autorités togolaises bénéficient, quelquefois, de l'appui des partenaires au développement. Au nombre de ces initiatives, des mesures pour délivrer le permis de construire, dont le délai d'obtention est ramené dans un premier temps à 30 jours. Aujourd'hui, ce délai qui s'est davantage réduit, varie selon la catégorie du projet. Pour les permis de construire de catégorie A et les déclarations de travaux, le délai est respectivement de 11 et 21 jours ouvrables pour les catégories B et C, renseigne la plateforme du service public.

L'élaboration d'un nouveau code foncier et domanial en 2018, prenant en compte les difficultés inhérentes à l'acquisition de terrains, fait aussi partie des grandes réformes conduites ces dernières années par le Togo.

Parmi les déclinaisons pratiques du code foncier figure : l'obligation de conclure les baux d'habitation en milieu urbain par écrit, une rupture nette avec les habitudes anciennes et une avancée majeure pour sécuriser les relations locatives. Le code érige aussi la transparence et l'équité comme principes fondamentaux de la politique foncière togolaise. L'État togolais a misé, par ailleurs, sur la technologie comme levier de transformation.

Dans la même logique, pour permettre l'accessibilité des informations foncières à tous, et pour réduire au maximum les litiges fonciers, la Direction des Affaires domaniales et cadastrales (DADC) a

également entrepris de nouvelles réformes en son sein.

Au nombre de ces réformes, la réduction de la durée d'obtention des titres fonciers, ramenée à 20 jours, la réduction des droits d'enregistrement passés de 5 % à 2 %, la réduction du coût de transfert de propriété à un taux forfaitaire de 35 000 FCFA.

Cette dernière mesure prise par le gouvernement pour améliorer le climat des affaires, concerne tous les types de biens immobiliers, y compris les terrains et les constructions.

En outre, pour accroître la célérité dans le traitement des dossiers, et parvenir à un meilleur règlement des litiges fonciers, en vue d'une meilleure satisfaction des justiciables, il est également élaboré un document dénommé "le droit des litiges".

Ce document englobe un ensemble de règles et de procédures régissant le règlement des différends devant les tribunaux et autres instances compétentes pour le traitement des dossiers fonciers.

Numérisation et modernisation des services

Le Guichet foncier unique, désormais opérationnel, centralise toutes les démarches liées à la propriété : titres fonciers, mutations, plans cadastraux, vérification de propriété. Il constitue un point d'entrée unique, éliminant les va-et-vient interminables entre services.

Grâce au système ArcGIS, les parcelles sont géoréférencées, les plans cadastraux numérisés et les titres sécurisés contre toute tentative de fraude ou de double vente dans les milieux urbains. Autre



ventes, l'usurpation, la falsification des documents administratifs, l'occupation abusive des terres et la construction dans des zones inadaptées, tout semble s'harmoniser.

Diagnostiquer pour des solutions durables

Avec une urbanisation galopante, les villes togolaises font face à une

en 2017, Pius Agbétomey, ministre de la Justice (entre juin 2015 et janvier 2024), expliquait le phénomène des litiges fonciers par « les conditions d'acquisition des parcelles de terrain, le dysfonctionnement dans les services compétents devant établir les documents d'urbanisme pour le titre foncier, le phénomène des gros bras usurpateurs de terrains,

un des facteurs de recrudescence des litiges fonciers. Ainsi, « lorsqu'un litige foncier naît, on va directement vers la justice, en oubliant que des solutions en amont pourraient être trouvées au niveau des autorités traditionnelles », constate le ministre.

Face à ces situations qui annihilent les efforts de développement, le Togo

innovation majeure : l'attribution du Numéro unique parcellaire (Nup) depuis août 2024, qui identifie chaque terrain de façon exclusive dans la base nationale.

La suppression des tampons multiples et la digitalisation complète du traitement des dossiers réduisent drastiquement les délais. Là où une demande de titre pouvait prendre plusieurs années, elle est aujourd'hui traitée en moins de 6 mois, avec une réduction des frais de 15 % à 1,5 % de la valeur du terrain.

Vers une administration foncière de proximité

La réforme ne se cantonne pas à Lomé. La création de divisions régionales et de nouveaux conservateurs permet de rapprocher les services fonciers des populations. Les citoyens de l'intérieur du pays n'ont plus besoin de rallier la capitale pour leurs démarches.

Des missions de sécurisation foncière ciblées sont également conduites dans des zones stratégiques. C'est le cas du projet d'aménagement de l'aéroport de Gbatopé, où plus de 7 000 hectares ont été délimités, cartographiés et les

penché sur sa création en Conseil des ministres.

Inclusion et reconnaissance des droits coutumiers



Les réformes placent l'équité sociale au cœur du processus. Le projet LRAP (Land Reform and Access Project), soutenu à hauteur de 8 millions de dollars (plus de 4 milliards de francs CFA), vise à reconnaître les droits fonciers coutumiers, souvent ignorés ou

Code foncier et de lancer la distribution des livrets fonciers, documents résumant les droits de chaque propriétaire de manière simplifiée, à

des transactions. Cette réforme vise à unifier et standardiser les données géographiques pour améliorer la planification, la prise de décision et la

pays réformateurs et d'amélioration du climat des affaires. En 2020, il a été reconnu comme le premier pays réformateur en Afrique et le troisième

l'usage des populations locales.

Des résultats déjà visibles Les impacts de ces efforts sont tangibles. Depuis 2020, le nombre de titres fonciers délivrés est passé de 4 000 à 12 000 par an, avec un objectif affiché de 15 000 titres par

gestion des ressources du territoire.

Pourquoi sécuriser et réformer le foncier ?

Au-delà de la modernisation de la gestion des terres au Togo, les réformes foncières conduites ces dernières années

au monde dans le Doing Business.

Au classement B-Ready 2024 de la Banque mondiale, le Togo occupe également une position de premier plan en Afrique de l'Ouest et se classe troisième en Afrique subsaharienne.



propriétaires identifiés, évitant ainsi les tensions liées aux expropriations. Toujours dans le cadre des réformes foncières et de sa sécurisation, le Togo envisage de mettre en place l'Institut géographique national. Le 09 avril 2024, le gouvernement s'est

précaires. Il cible en priorité les femmes et les paysans, leur permettant d'obtenir des titres sécurisés, ouvrant ainsi la voie à un accès au crédit et à des investissements productifs.

Le Forum national du foncier tenu en juillet 2024 a permis de vulgariser le

an à moyen terme. Cette dynamique s'accompagne d'une confiance accrue des banques.

Autre avancée : la diminution sensible des litiges fonciers grâce à l'harmonisation géospatiale des données et à une meilleure traçabilité

au Togo visent aussi à encourager et à stimuler les investissements et à promouvoir le développement économique.

Ainsi, grâce aux réformes ambitieuses, le Togo n'a de cesse de se classer au pôle position des

Des perspectives

Si plusieurs réformes ont été conduites ces dernières années dans le cadre de la sécurisation foncière, le Togo n'est tout de même pas encore à l'abri des litiges fonciers et des difficultés inhérentes.

Pour ce faire, le pays repose ses perspectives sur une stratégie globale visant à innover, à moderniser la législation foncière, à renforcer les institutions et à améliorer la gouvernance, dans le but de réduire les conflits fonciers et d'assurer la paix sociale. L'objectif étant de stimuler, par ces réformes, les investissements et de promouvoir le développement économique du pays et partant, la cohésion sociale.

Caleb Akponou

Pensée du Jour

La mort rend visite à Toto et lui dit :

- Mon ami aujourd'hui c'est ton tour
- TOTO : Je ne suis pas prêt
- LA MORT : C'est toi le prochain sur ma liste ,
- TOTO : Ok mais prends quand même place je vais te donner à manger ,
- LA MORT : Super ,
- TOTO lui donne à manger et met dedans des somnifères. Après avoir mangé, le sommeil l'emporte.
- TOTO prend la liste , déplace son nom, il se fait dernier sur la liste .
- 2 heures plus tard, la mort se réveille .
- Elle dit à TOTO : Mon ami comme tu as été gentil, je vais commencer par le dernier nom de la liste.

Toto s'est évanoui avant sa mort.

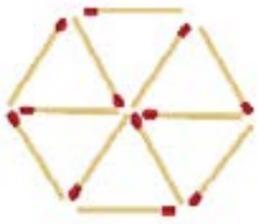
Comme quoi, nul ne peut échapper à son destin

Une journée sans rire est une journée gâchée !!

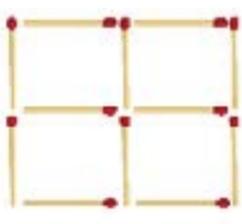
Permetts à d'autres personnes aussi de rire en ce moment-ci en la partageant. Cela leur fera du bien. Passe un bon moment avec le sourire

Enigme

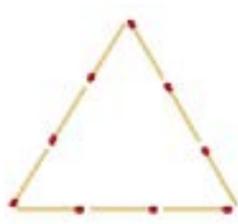
Déplacez 4 allumettes pour obtenir 3 triangles équilatéraux



Retirez 2 allumettes pour obtenir 3 carrés au lieu de 4



Déplacez 3 allumettes pour obtenir 3 triangles équilatéraux



Bon à savoir: Le cri des animaux

La corneille - babille, craillle

Le coucou - coucoule

Le courlis - siffle

Le crapaud - coasse

Le crocodile - lamente, pleure

Le cygne - siffle, trompète

Le daim - brame, rait, rée, râte

Le dindon - glougloute

L'éléphant - barète, barrit

L'épervier - glapit, piaille

L'étourneau - pisote

Le faisan - crialle

Le faon - râte

Le faucon - réclame

La fauvette - zinzinule,

Le geai - cacarde, cajole, jase

Le goéland - pleure

La grenouille - coasse

La mentalité des vainqueurs

- CROYEZ quand les autres doutent ;
- PLANIFIEZ quand les autres s'amusez ;
- ÉTUDIEZ quand les autres dorment ;
- PRENEZ DES DÉCISIONS quand les autres sont indécis ;
- PRÉPAREZ-VOUS quand les autres attendent ;
- COMMENCEZ quand les autres remettent à demain ;
- TRAVAILLEZ quand les autres se contentent d'espérer ;
- INVESTISSEZ quand les autres dépensent ;
- ÉCOUTEZ quand les autres parlent ;
- SOURIEZ quand les autres s'énervent ;
- AVANCEZ quand les autres hésitent ;
- CONSEILLER quand les autres critiquent ;
- PERSÉVÉREZ quand les autres abandonnent.

Leçon de vie

Un professeur a donné un ballon à chaque élève, qui devait le gonfler, écrire son nom dessus et le jeter dans le couloir. Le professeur a ensuite mélangé tous les ballons

Les élèves ont ensuite eu 5 minutes pour trouver leur ballon. Malgré une fouille trépidante, personne n'a trouvé son ballon.

À ce moment-là, le professeur a dit aux étudiants de prendre le premier ballon qu'ils pouvaient trouver et de le remettre à la personne dont le nom était écrit dessus. En 5 minutes, tout le monde avait son ballon. Le professeur a dit aux étudiants : « Ces ballons sont comme le bonheur. Nous ne le trouverons jamais si chacun cherche le sien. Mais si nous nous soucions du bonheur des autres, nous trouverons le nôtre aussi »

Blagues

Ma soeur, tu as la bague de fiançailles au doigt depuis 5 ans sans mariage; ma chérie, il faut la jeter car ton doigt n'est pas un porte-clés.

Mon voisin a quitté son domicile depuis deux semaines et il a dit à sa femme qu'il est en mission en FRANCE.

Sa femme vient de trouver son "PASSEPORT" dans le tiroir chez eux.

Comment va t-il rentrer maintenant ?

Je somnolais pendant le culte à l'église et j'entends debout, je me lève et la salle m'acclame puis après j'entends qui d'autre va donner 5 millions ?

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Bénéglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCE; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCE; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca

www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'événement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration

Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54

Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT: Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA: Salle GYM TONIC.

Tél: 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA: HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»;

Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

COURS DE ZOOMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME);

Tél: 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine);

Tél: 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél: 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)

Tél: 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)

Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV: Tél: 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE: Tél: 22 22 66 11

TOGO TELECOM: Tél: 22 21 47 14

SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél: 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél: 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»

Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss);

Tél: 90 04 76 60

GYM FIL «D» PARC (Agoè Nyivé); Tél: 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél: 22 71 49 70

Attaques djihadistes dans le nord du Togo

La Kompienga, base arrière du JNIM à la frontière

Le Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM), groupe terroriste affilié à Al-Qaïda, est le principal groupe à l'origine des attaques djihadistes dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest dont le Togo. Dans les Savanes, région frontalière avec le Burkina Faso, une soixantaine de personnes ont été tuées lors de plusieurs attaques djihadistes, depuis janvier 2025. Dans un article publié le mardi 19 août 2025, le média français Le Monde Afrique a dévoilé le nom du lieu où des terroristes qui attaquent le Togo et d'autres pays, se cachent au Burkina Faso.

Situé dans la région de l'Est du Burkina Faso, la Kompienga est une province frontalière avec la région des Savanes au Togo. Dans son article sur les attaques terroristes de ces derniers mois au Togo, Le Monde Afrique dévoile que les éléments du JNIM auteurs de ces atrocités ont établi une brigade à Kompienga.

« Comme son voisin le Bénin, le Togo fait face à l'intensification des violences liées à la situation sécuritaire dans l'est du Burkina Faso. La province burkinabé de la Kompienga, près de la frontière, abrite une puissante brigade du Groupe de soutien de l'islam



La Kompienga, province du Burkina Faso abrite une puissante brigade des terroristes qui frappent la région des Savanes au Togo

et des musulmans, affilié à Al-Qaïda. La préfecture togolaise de Kpendjal, située juste à la frontière, dans la région des Savanes, est la plus touchée par les attaques djihadistes », écrit le média français qui cite Mathias Khalfaoui, spécialiste des questions de sécurité en Afrique de l'Ouest comme source.

« Les frontières sont

poreuses. Ce sont les mêmes populations qui sont dans la Kompienga qu'on retrouve du côté du Kpendjal », explique ce dernier.

15 attaques depuis janvier 2025

Fin juillet dernier, le ministre des Affaires étrangères, Prof. Robert Dussey, dévoilait lors d'une

interview avec Reuters, quelques chiffres relatifs aux attaques du JNIM dans les localités frontalières avec le Burkina Faso.

Depuis janvier 2025, les autorités sécuritaires togolaises ont enregistré 15 attaques terroristes de la JNIM dans la région des Savanes. Les attaques ont causé plusieurs dizaines

de morts, dont 54 civils et 8 soldats, selon le professeur Robert Dussey.

A ce jour, un effectif de 8000 soldats bien équipés a été déployé dans la région des Savanes. De nouveaux postes de contrôle et de prévention d'attaques ont été créés.

Affo-Djele Alarba

Désobéissance civique

L'appel à un « Togo mort » fait un flop

Promettant un « Togo mort », Togo Debout et ses alliés espéraient des marchés déserts, des rues muettes, une capitale en veille funèbre. Mais ce samedi 16 août, c'est une autre réalité qui s'est imposée. Lomé grouillait de vie, les taxis klaxonnaient, les marchés bourdonnaient, les boutiques faisaient tourner leurs caisses.

pouvoir sont devenus les spécialistes de l'appel dans le vide. Leur slogan ressemble à une vieille cassette rayée qui grésille à l'infini. Mais le peuple, pas suffisamment convaincu, demeure dubitatif sur les orientations qu'ils donnent.

de « laisser pourrir leurs tomates au marché », aux conducteurs de taxi-moto de ranger leurs engins, aux boutiquiers de baisser rideau... Pendant ce temps, le peuple demeure perplexe sur l'engagement sans faille de ceux qui agitent ces

n'ont pas oublié « la grève interminable » qui avait plongé tant de familles dans la misère, pendant que les enfants de certains leaders poursuivaient tranquillement leurs études à l'étranger. Aujourd'hui, ces mêmes visages tentent de rejouer le même scénario, croyant retrouver le même public. Mais la réalité a changé et la

concept de « Togo mort », la population a préféré la démonstration du « Togo vivant ». Car fermer les marchés et boutiques n'affame pas un gouvernement ; cela ne pèse que sur les familles modestes.

Le message des Togolais est clair : assez de manipulations, assez de



À force de répéter les mêmes refrains, les détracteurs du parti au

Car la logique de ces appels est implacable. On demande aux revendeuses

mots d'ordre. La mémoire collective, elle, reste intacte. Les Togolais

jeunesse d'aujourd'hui n'est pas disposée à se prêter à cet exercice. Contrairement à ce

spectacles stériles. Le pays veut travailler, progresser et construire son avenir.

Traité sur le plastique

L'INC-5.2 prend fin à Genève avec des divergences persistantes entre États

La seconde phase de la cinquième session des négociations sur un traité sur le plastique (INC-5.2) a pris fin, le jeudi 14 août 2025 à Genève, sur une note de déception. Même la prolongation des discussions de 24h n'a pas permis d'atteindre l'objectif fixé.

La volonté de sceller un accord mondial juridiquement contraignant pour mettre fin à la pollution plastique s'est heurtée aux divergences persistantes entre États. Les délégués ont finalement convenu de reprendre les discussions à une date ultérieure, faute de consensus.

Les organisations de la société civile, notamment du Sud global, rejettent le consensus qu'elles considèrent comme un moyen pour les grands pays pétroliers de faire traîner les négociations. Pour elles, il faut aller au vote. Sachant que cela pourrait marcher, ces États ont tout fait pour empêcher le présidium d'adopter cette approche.

« Je regrette profondément que, malgré des efforts sérieux, les négociations soient conclues sans consensus », a déploré le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (Onu), António Guterres, dans une déclaration publiée à l'issue de la session. Saluant

« la détermination des États membres à rester engagés » et à poursuivre le processus, il a rappelé que le monde avait besoin d'un traité « pour relever ce défi monumental pour les populations et

des négociations », a-t-elle souligné.

Forte mobilisation mondiale

Dans les couloirs du Palais des Nations, au cœur de la ville suisse, la présence de 183 délégations témoignait

(des peuples autochtones aux ramasseurs de déchets, en passant par la communauté scientifique) a multiplié les actions symboliques, les réunions publiques et les installations artistiques pour rappeler

sur la table.

« Même si nous n'avons pas abouti au texte de traité que nous espérons, le Pnue poursuivra son travail contre la pollution plastique, une pollution qui se trouve dans nos eaux souterraines, dans nos sols, dans nos rivières, dans nos océans et, oui, dans nos corps », a insisté Inger Andersen.

Relancer l'élan

Pour Luis Vayas Valdivieso, président du Comité de négociation intergouvernemental du traité, l'échec provisoire ne doit pas entamer la détermination des États membres. « Ne pas atteindre l'objectif que nous nous sommes fixé peut être source de tristesse, voire de frustration. Mais cela ne doit pas nous décourager », a affirmé Luis Vayas Valdivieso.

Le processus, lancé en mars 2022, entre donc dans une phase délicate. « À l'issue de cette session, nous repartons avec une compréhension des défis à relever et un engagement renouvelé et commun à les relever », a déclaré Jyoti Mathur-Filipp, dont le rôle est d'encadrer le processus. Il conclut : « Nous avons désormais l'obligation de progresser ».

Edem Dadzie



La pollution plastique affecte les environnements marins

l'environnement ». Même son de cloche du côté de la cheffe du Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue), l'agence chargée d'encadrer le processus intergouvernemental. « Ces dix jours ont été difficiles, dans un contexte géopolitique complexe, marqué par des défis économiques et des tensions multilatérales », a ainsi reconnu Inger Andersen. « Cependant, une chose reste claire : malgré ces complexités, tous les pays souhaitent clairement rester à la table

du poids politique du futur traité. Des représentants d'îles du Pacifique, couronnés de fleurs éclatantes, y côtoyaient d'autres négociateurs aux atours plus sobres. Tous avaient les traits tirés par une ultime session nocturne.

Au total, plus de 2.600 participants, dont 1.400 délégués nationaux et près de 1.000 observateurs ont participé à cette nouvelle session. Aux côtés des diplomates chargés de dessiner les contours du futur traité, la société civile

l'urgence du moment.

Objectif affiché : parvenir à un texte qui sera un instrument juridiquement contraignant couvrant l'ensemble du cycle de vie des plastiques, depuis la conception jusqu'aux déchets. Quatre groupes de contact ont planché sur les questions les plus épineuses : plafonds de production, produits chimiques préoccupants, financement ou mécanismes de conformité. Malgré un « engagement intensif », selon le Pnue, aucun accord n'a été trouvé sur les propositions mises

Semaine africaine du climat

Addis-Abeba va accueillir un dialogue pour l'ambition et la mise en œuvre

La Semaine africaine du climat 2025 se prépare activement et aura lieu du 8 au 10 septembre à Addis-Abeba en Éthiopie. C'est l'une des rencontres qui serviront de catalyseur pour la 30ème Conférence des Parties (COP 30) qui se tiendra à Belém au Brésil en novembre.

S'appuyant sur les bases solides posées par les Semaines régionales du climat des années précédentes et reconnaissant l'évolution des besoins et les nouveaux défis de l'agenda climatique, le secrétariat de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) présente une nouvelle plateforme améliorée en 2025 : les nouvelles Semaines du climat, des dialogues pour l'ambition et la mise en œuvre. Cette plateforme de réunion

semestrielle, dirigée par le secrétariat de la CCNUCC et alignée sur les objectifs de l'Accord de Paris, veut mettre l'accent sur l'accélération de la traduction en actions sur le terrain des décisions adoptées dans le cadre du processus intergouvernemental, et renforcera la dynamique vers la COP30 en facilitant les contributions pour les futures réunions.

Sous ce format, les Semaines du climat réunissent des représentants des Parties et des parties prenantes non-Parties dans un espace mondial intégrant plusieurs réunions relevant du mandat de la CCNUCC, ainsi que des dialogues politiques à fort impact.

Elles offrent une occasion unique de relier le processus intergouvernemental et les discussions préparatoires



à la COP aux besoins concrets de la mise en œuvre, favorisant ainsi une consolidation des activités pour en accroître l'efficacité et l'impact.

Les Semaines du climat se tiendront deux fois par an dans différentes régions, tout en conservant une

dimension mondiale en termes de portée et de participation.

Cette approche renforcée fournira un espace structuré mais flexible pour le dialogue, le renforcement des capacités et la présentation de solutions innovantes afin de soutenir le processus

intergouvernemental et une action climatique urgente, inclusive et coordonnée.

Le Panama a accueilli la première Semaine du climat en 2025 ; elle s'est déroulée du 19 au 23 mai à Panama City.

TM

Togo

Ayiza, Odon-Itso et Dunenyo Zã 2025, symboles vivants d'un patrimoine culturel en fête

Le mois d'août 2025 a été marqué par une effervescence culturelle au Togo, avec la célébration de trois grandes fêtes traditionnelles : Ayiza dans la préfecture de Zio, Odon-Itso à Anié, et Dunenyo Zã dans le Grand Lomé. Ces événements ont rassemblé les autorités, populations et invités autour des valeurs de tradition, d'unité et de développement local.

La fête Ayiza, célébrée à Tsévié le 10 août, a mis en lumière le riche patrimoine du peuple Éwé. Cette 53e édition, placée sous le thème « Tous ensemble pour un Zio plus uni, résilient et prospère », a réuni les cantons de la préfecture pour exprimer leur gratitude envers les ancêtres pour les récoltes de haricot, culture emblématique de la région. Représentant le chef de

l'État, la Première ministre Victoire Tomégah-Dogbé a salué l'engagement des populations et souligné le rôle de cette fête dans le renforcement de la cohésion sociale.

Parallèlement, dans la région des Plateaux, la ville d'Anié a accueilli le 9 août l'apothéose de la 52e édition de la fête Odon-Itso, ou fête des ignames. Cette manifestation, symbole de reconnaissance aux divinités et de partage communautaire, a réuni un grand nombre de fils et filles du Grand Ogou, autour des chefs traditionnels et des membres du gouvernement. Le ministre d'État, Yark Damehame, y représentait le président du Conseil.

Enfin, le Grand Lomé a vibré au rythme de la 7^e édition de la fête traditionnelle Dunenyo Zã, célébrée du 7 au 17 août 2025, avec une apothéose le 16 août à Baguida. Cette fête, instituée en 2017, vise à



rassembler les descendants des communautés Aflao, Bè et Agoè-Nyivé autour de leur histoire commune et à valoriser leur patrimoine culturel. Placée sous le thème « Dunenyo Zã, facteur de promotion de la

femme, de la jeunesse et de valorisation culturelle pour une cohésion sociale », cette édition a mis un accent particulier sur le rôle central de la femme et de la jeunesse dans le développement

des concerts de musique traditionnelle, des jeux et concours, ainsi que des consultations médicales foraines.

Ces trois célébrations illustrent l'importance accordée par les communautés togolaises à la préservation de leurs coutumes. Au-delà de leur dimension festive, elles participent activement à la construction du vivre-ensemble et à la promotion de l'économie locale à travers la valorisation des produits du terroir.

À travers Ayiza, Odon-Itso et Dunenyo Zã, le Togo confirme que son patrimoine culturel reste un socle pour la consolidation de la paix, la promotion du développement endogène et l'affirmation d'une identité nationale forte et diversifiée.

Finances

Bosquet Investments devient l'actionnaire de référence d'Ecobank

Un tournant majeur s'opère dans l'actionariat d'Ecobank Transnational Incorporated (ETI). Le groupe bancaire panafricain basé à Lomé accueille un nouvel actionnaire de référence, Bosquet Investments Ltd, le véhicule d'investissement d'Alain Nkontchou. Celui-ci a acquis 21,22 % du capital d'ETI pour un montant de 100 millions de dollars, cédés par la banque sud-africaine Nedbank, actionnaire majeur d'Ecobank depuis 17 ans.

en œuvre de la stratégie « Growth, Transformation and Returns », orientée vers la croissance durable du groupe.

Cette prise de participation intervient alors qu'Ecobank renforce activement sa base de capital. En juillet dernier, ETI avait procédé à une levée de fonds via une offre privée d'obligations

mozambicaine, Ecobank Mozambique, à la banque malawite FDH Bank, dans le cadre d'une réorganisation visant à renforcer son efficacité et à rationaliser ses activités.

Un repositionnement stratégique pour Nedbank. Pour Nedbank, la cession de sa participation dans ETI s'inscrit dans une stratégie de repositionnement. Face à la nécessité de réduire son exposition aux risques en Afrique centrale et de l'Ouest, la banque sud-africaine a choisi de concentrer désormais ses efforts sur ses marchés prioritaires d'Afrique australe et de l'Est, jugés plus stratégiques pour son développement.

Ecobank, un acteur incontournable

Depuis son siège de Lomé, Ecobank demeure l'un des leaders du secteur bancaire africain. Le groupe est présent dans 35 pays, dessert plus de 32 millions de clients gère des actifs estimés à plusieurs milliards de dollars. Avec l'arrivée de Bosquet Investments, Ecobank espère consolider sa trajectoire de croissance et renforcer son rôle de pilier financier du continent.



Siège ETI

Cette transaction, conclue par un accord en attente des autorisations réglementaires, devrait être finalisée d'ici la fin de l'année 2025. Elle marque surtout un retour stratégique d'Alain Nkontchou, ancien président du Conseil d'administration d'ETI, qui y avait siégé pendant une décennie avant de quitter ses fonctions en 2024. Désormais, l'investisseur entend contribuer à la mise

convertibles Tier 1 (AT1) d'un montant de 250 millions USD. Cette opération visait à consolider la solidité financière du groupe et à soutenir son expansion sur l'ensemble du continent africain.

Dans le même temps, Ecobank poursuit l'optimisation de son portefeuille régional. Le 6 août, le groupe a confirmé la cession de sa filiale

Savanes

800 millions FCFA pour l'éducation, la santé et l'agriculture en 2025

Le Conseil régional des Savanes vient de franchir une étape décisive pour le développement local. Réuni à Dapaong le samedi 16 août, l'organe a adopté un budget de 800 millions FCFA pour l'année 2025, validé lors de sa troisième session ordinaire.

L'enveloppe sera orientée vers trois secteurs jugés vitaux : l'éducation, la santé et l'agriculture. Dix établissements secondaires bénéficieront de nouveaux bâtiments scolaires équipés de salles de classe, de bureaux et de tables-bancs. Une initiative qui vise à améliorer les conditions d'apprentissage dans une région où les infrastructures éducatives restent encore insuffisantes.

Sur le plan sanitaire, le budget prévoit la construction de blocs de maternité dans quatre préfectures. Ces structures devraient contribuer à réduire les risques liés à l'accouchement, améliorer la survie des nouveau-nés et rapprocher les services de santé maternelle des communautés rurales, souvent confrontées à un manque criant d'infrastructures adaptées. Côté agriculture, la filière coton pilier stratégique

de l'économie locale bénéficiera d'un appui renforcé, tout comme les cultures vivrières. Objectif : consolider la sécurité alimentaire et soutenir les producteurs dans un contexte marqué par les menaces sécuritaires qui fragilisent la région.

Le président du Conseil régional, Banlepo Nabagedoja, a insisté sur la nécessité d'un passage rapide des promesses aux actes. « Dès demain, les engagements devront se traduire par des actions visibles et mesurables dans nos champs, nos écoles, nos centres de santé, sur nos routes et dans chaque village », a-t-il déclaré, appelant à une mobilisation collective autour de ces projets.

Avec ce budget de 800 millions FCFA, la région des Savanes entend amorcer une dynamique de transformation durable, axée sur les besoins essentiels des populations, tout en jetant les bases d'un développement plus inclusif.



CORIS MONEY
Simple et cool !



**RÈGLE
TES FACTURES**

D'EAU & D'ÉLECTRICITÉ

via

Coris Money

www.corismoney.com

<https://play.google.com/store/apps/details?id=com.corismoney>



SIMPLE & COOL

par

